

30 mai 2008  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième réunion biennale des États pour l'examen  
de la mise en œuvre du Programme d'action en vue  
de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite  
des armes légères sous tous ses aspects**

New York, 14-18 juillet 2008

**Document de travail sur le courtage illicite  
des armes légères**

**Aperçu général**

1. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, les États ont été, entre autres, invités à prendre, aux niveaux national et international, des mesures pour combattre le courtage illicite. Le courtage d'armes n'est pas mauvais en soi mais « l'absence de réglementation ou les failles de la législation concernant les activités de courtage d'armes augmentent le risque que celles-ci fassent l'objet de transactions illicites et soient détournées vers des zones exposées à des conflits, des entités faisant l'objet d'un embargo, des organisations de malfaiteurs ou des groupes terroristes (A/62/163, par. 1) ». Le courtage illicite des armes légères peut avoir des conséquences néfastes pour la sécurité et la stabilité, le règlement des conflits, le développement, la prévention de la criminalité et la situation humanitaire et, comme l'Assemblée générale des Nations Unies l'a reconnu dans sa dernière résolution (62/47) sur cette question, il constitue « un grave problème auquel la communauté internationale devrait s'attaquer sans plus attendre ». Dans le Programme d'action, les États se sont engagés à élaborer et appliquer une législation et des procédures appropriées pour réglementer le courtage des armes, et pour coopérer sur cette question.

**Difficultés et possibilités**

2. Les difficultés que pose la mise en œuvre des dispositions du Programme d'action relatives au courtage sont nombreuses. La majorité des États ne disposent d'aucun cadre juridique leur permettant de réglementer le courtage illicite. Souvent, leurs législation ou procédures administratives ne contiennent aucune disposition



précise et contraignante pour lutter contre le courtage illicite, notamment l'enregistrement des courtiers, l'octroi de licences, la constitution de dossiers, l'exercice de la compétence et l'imposition de sanctions. D'autres États ne parviennent pas à faire respecter la loi et ont besoin d'une assistance internationale, particulièrement en matière de renforcement des capacités. Les activités de courtage d'armes, largement extraterritoriales et mondialisées, rendent nécessaire la coopération internationale, mais cette coopération n'est pas toujours homogène dans une même région.

3. En revanche, les États ont des possibilités sans précédent de s'attaquer au problème. La communauté internationale est de plus en plus sensibilisée à la question des armes légères, comme le révèle la publication en avril 2008, par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, d'un premier rapport sur les armes légères. D'autres organisations internationales ont également pris des mesures, dans le cadre de leur mandat, pour lutter contre le trafic d'armes illicite, y compris le courtage. La communication d'informations s'améliore grâce à l'inclusion, dans les rapports des États d'une section distincte sur les mesures prises pour contrôler le courtage; de nombreuses régions ou sous-régions ont élaboré des instruments juridiquement contraignants pour réglementer le courtage illicite des armes légères. Plus important encore, l'Assemblée générale a créé le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner de nouvelles mesures à prendre pour renforcer la coopération internationale en vue de prévenir, combattre et éliminer le courtage illicite des armes légères, lequel a élaboré une définition de cette activité dans son premier rapport.

## **La voie à suivre**

4. Le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux (A/62/163) propose des recommandations intéressantes et détaillées pour s'attaquer au courtage illicite des armes légères. Le rapport, dont les membres de l'Assemblée générale des Nations Unies sont saisi, offre une excellente base aux débats qui auront lieu lors de la troisième réunion biennale sur l'application de l'engagement, consigné dans le Programme d'action, d'élaborer une législation et des procédures tendant à contrôler le courtage des armes. On trouvera ci-après quelques-unes des recommandations formulées par le Groupe d'experts gouvernementaux.

- S'agissant de la mise en œuvre au niveau national : l'élaboration de lois, et de règlements et procédures administratives adéquats; la réglementation des activités étroitement liées au courtage; l'organisation de cours et d'ateliers de formation à l'intention des experts nationaux et des responsables de l'application des lois ont été recommandées. Les États ont également été encouragés à rendre compte de ce qu'ils font pour lutter contre le courtage illicite et il a été proposé que le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies améliore son site Web en y ajoutant une section consacrée à l'échange d'informations sur les demandes et les offres d'assistance au niveau international.
- S'agissant de l'assistance et du renforcement des capacités au niveau international, il est recommandé dans le rapport que les États et les organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes examinent sérieusement la possibilité de donner, aux États intéressés, une

assistance qui pourra prendre la forme de projets communs visant à renforcer la capacité des autorités nationales. Il a été recommandé que les États qui demandent une assistance fondent leur requête sur leur évaluation de besoins. Les États et les organisations internationales, régionales et sous-régionales en mesure de le faire sont encouragés à contribuer à la formulation de plans d'action nationaux et de propositions de projets. Une coopération éventuelle avec l'Organisation mondiale des douanes et INTERPOL a également été mentionnée.

- S'agissant de la coopération internationale en matière de partage d'informations, il a été noté qu'une demande de coopération devrait dûment tenir compte du régime constitutionnel et juridique de l'État concerné; par ailleurs, les États ont été encouragés à coopérer à titre volontaire avec d'autres États pour faciliter les procédures nationales de prise de décisions et de recoupement. Les États ont également été encouragés à coopérer à titre volontaire à divers autres niveaux et dans divers domaines, y compris en matière d'application de la loi. Le rapport ajoute que les États devraient immédiatement prendre des mesures en vue d'assurer l'application effective des sanctions et embargos sur les armes décidés par le Conseil de sécurité.

---